Pour les Papous, autonomie et démocratie ne signifient pas liberté

PAPOUASIE OCCIDENTALE • *Dans la province annexée en 1969 par l'Indonésie, le Fribourgeois Jonas Ottiger a servi de bouclier pacifique aux défenseurs des droits humains menacés par les autorités.*

PROPOS RECUEILLIS PAR BENITO PEREZ

«En Papouasie, tout ce qui est contestataire est considéré par les autorités comme séparatiste. Et traité comme tel.» Jonas Ottiger est rentré il y a peu de la province indonésienne. Durant une année, ce Fribourgeois de 28 ans y a servi de «protecteur des protecteurs» des droits humains, au sein des Brigades de paix internationales[1] (PBI). «Notre présence et nos fréquents contacts avec les autorités permettent à nos clients de se déplacer et d'agir en toute sécurité», décrit ce jeune amoureux de l'action humanitaire.

Une mission cruciale, tant la situation demeure tendue dans ce riche territoire, grand comme la France, mais peuplé d'à peine 2,5 millions d'habitants. Occupée depuis quarante-trois ans par l'Indonésie (à 90% musulmane), la Papouasie Occidentale est essentiellement peuplée de Mélanésiens christianisés naguère par les colons hollandais. En 1949, lorsqu'ils cèdent «leurs» Indes à la naissante République indonésienne, les Bataves en excluent la Papouasie Occidentale, au grand dam de Jakarta. Le conflit larvé entre Hollandais et Indonésiens ne se conclura qu'en 1969, lorsque la Papouasie Occidentale – rebaptisée Irian Jaya – est annexée à l'archipel, après un simulacre de référendum cautionné par l'ONU.

Depuis lors, les autorités indonésiennes n'ont eu de cesse «d'intégrer» ce riche territoire. Bois, minerais précieux et hydrocarbures de Papouasie représentent le quart des ressources naturelles indonésiennes, alors que les Papous comptent pour à peine plus que 1% des habitants de l'archipel.

Quatre décennies d'acculturation forcée et de colonisation par les autres peuples indonésiens n'ont pourtant pas brisé le rêve papou d'un destin national. Un rêve parfois défendu les armes à la main, qui se paie par une répression systématique.

Depuis la chute, en 1999, du dictateur Suharto, les exactions se font plus rares,sans jamais cesser. Quant au statut d'autonomie octroyé à l'instauration de la démocratie, il semble plus profitable à Jakarta qu'aux Papous eux-mêmes.

Votre arrivée l'an dernier en Papouasie coïncidait avec l'ouverture d'un bureau de PBI à Wamena, bastion des indépendantistes. Est-ce à dire que la répression s'est renforcée?

Jonas Ottiger: Non. Je pense au contraire que la situation s'est améliorée. Les autorités indonésiennes font des efforts pour respecter davantage les droits humains, même si les militants continuent d'être inquiétés.

Le bureau de PBI a été créé à la demande d'une organisation basée à Jakarta, PBHI, qui défend les victimes de la répression de 2003. Cette année-là, un vol d'armes dans un cantonnement militaire avait été attribué à la guérilla indépendantiste OPM (*Organisation pour la libération de la Papouasie, ndlr*). Les autorités militaires ont alors procédé à de très nombreuses arrestations arbitraires. Des tortures ont été signalées, ainsi que des destructions de biens privés, de bâtiments.

Outre la protection des militants, les brigadistes présents en Papouasie Occidentale donnent aussi des formations à la résolution pacifique des conflits. J. OTTIGER

Cette vague de répression n'est pas un événement isolé. En 2000, la police avait tiré sur un marché à Wamena, faisant des dizaines de morts. Plus généralement, en Papouasie Occidentale, tout ce qui fait référence à l'indépendance – drapeau ou fête – est réprimé. En particulier dans cette zone de la vallée de Baliem, qui constitue le centre de convergence de nombreuses tribus papoues. Les habitants des montagnes ont la réputation d'être des fauteurs de troubles, des brutes. Ce qui n'est pas vrai.

Selon une lecture très répandue en Papouasie, l'armée aurait tendance à exagérer l'importance de la rébellion armée, afin de justifier sa présence. Les militants indépendantistes affirment par exemple que le vol de 2003 était une machination de l'armée.

Qu'en est-il réellement du conflit armé?

La Papouasie vit une situation de guerre de basse intensité. D'un côté, on a des dizaines de milliers de soldats indonésiens rejetés par la population. De l'autre, entre plusieurs centaines et quelques milliers de rebelles. Personnellement je ne les ai jamais vus, même dans les montagnes où ils sont censés être puissants. Ils mènent des opérations de sabotage et des combats sporadiques les opposent aux militaires dans des zones éloignées.

Quel est le sentiment face aux autorités?

Il y a une très forte insatisfaction. La moindre altercation entre Papous et forces de l'ordre peut tourner au drame. En mars dernier, une manifestation a coûté la vie à cinq policiers! En même temps, on sent chez les Papous une très grande peur vis-à-vis de policiers coutumiers des dérapages.

Et face aux migrants indonésiens?

Les tensions sont réelles. En 2000, des Papous avaient réagi à la répression, en s'en prenant aux migrants. Aujourd'hui plus de 40% des habitants sont originaires d'une autre île. Ce sont des populations très différentes. Déjà de façon visible: les Papous sont Noirs et les Indonésiens, de type asiatique.

Il y a notamment un problème économique: les Papous n'ont pas du tout le mode de pensée capitaliste qui leur permettrait de s'adapter à l'économie indonésienne. A Wamena, les restaurants et les commerces sont tenus par des Indonésiens. Les Papous, eux, cultivent la terre et vendent sur les marchés.

Culture et religion les opposent aussi. Même s'il y a des migrants chrétiens, la plupart sont musulmans. Et bien qu'encore nettement minoritaire, la présence musulmane est devenue très visible. On voit de plus en plus de mosquées. Les plus extrémistes rêvent d'islamiser la Papouasie.**I**

[1] http://www.peacebrigades.org

Le cœur indépendantiste

Vous dites avoir constaté une plus grande attention aux droits humains de la part des Indonésiens. Est-ce un changement de stratégie?

Il est clair que l'Indonésie entend garder la Papouasie Occidentale par tous les moyens. Depuis que les conflits d'Aceh et du Timor sont réglés, l'attention internationale s'est reportée sur la Papouasie. En Australie, de nombreux groupes soutiennent les indépendantistes papous. L'OPM fait davantage de lobbying international. Elle se dit en faveur d'une solution pacifique du conflit, afin de séduire la communauté internationale.

Ce changement de contexte explique peut-être que le président actuel [*Susilo Bambang Yudhoyono, élu en 2004, ndlr*] veuille donner une bonne image de son pays. Il a placé en Papouasie des chefs militaires assez «ouverts»; certains avaient participé à des missions internationales de maintien de la paix. Mais les autorités civiles n'ont pas un pouvoir absolu sur l'armée.

Quels sont les intérêts de Jakarta?

Principalement les ressources naturelles: bois, or, cuivre, gaz et un peu de pétrole. Il y a en particulier la gigantesque mine d'or de Freeport, en mains américaines, qui rapporte 20 millions de dollars par jour!

Les Papous n'en tirent pas profit?

Les revenus vont aux grandes compagnies internationales et à Jakarta. La Papouasie Occidentale est la troisième province d'Indonésie en termes de création de richesse, mais seulement l'avant dernière quant au niveau de vie! Une ville de 40000 habitants comme Wamena ne possède même pas de route pour la relier au reste de l'île; elle n'est accessible que par avion. Il y a un hôpital, mais si l'on veut guérir, mieux vaut l'éviter... Les instituteurs sont mal payés et doivent avoir une seconde activité rémunérée. Il n'est pas rare que les cours soient annulés faute de profs.

Jakarta a pourtant concédé un statut d'autonomie à la Papouasie.

Le statut d'«autonomie spéciale» date de 2001 mais le Conseil papou institué n'a été réuni pour la première fois qu'en 2005. Apparemment, il ne possède que peu d'attributions. Le statut a créé en outre deux régions distinctes. Bientôt trois. Ce qui a pour effet de diviser les Papous. Quant à la part des impôts payés par les sociétés minières qui devait revenir aux Papous, elle sert surtout à financer ces nouvelles structures! Au lieu de répondre aux besoins de la population, l'argent reste dans la poche des politiciens.

Quelles sont aujourd'hui les aspirations des Papous?

Les années de dictature ont laissé un très fort ressentiment. Quand ils vainquent la peur et acceptent de parler, tous disent qu'ils ont «la liberté au fond de leur cœur». Mais des divergences surgissent dès qu'il faut décider du chemin vers celle-ci. Je pense que l'idée d'indépendance demeure majoritaire. Mais les élites parlent surtout d'autonomie renforcée. Les intellectuels pensent que la Papouasie ne compte pas assez de gens formés pour assumer l'indépendance.

PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ

www.fgc.ch
La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.

EN BREF

AUGUSTINS (GE)

Le commerce équitable de retour

Le commerce équitable retrouve sa boutique dans le quartier de l'hôpital. L'arcade occupée l'an dernier par Wakinaru rouvrira dès mardi sous une nouvelle enseigne. Impulsé par une dizaine de jeunes bénévoles issus des Projets Waki, le magasin rebaptisé «Ayni, pour une démarche éthique» entend servir de dépôt-vente pour d'autres associations actives dans la commercialisation de produits équitables. L'arcade veut sensibiliser les consommateurs, «tout en leur offrant une alternative à l'économie marchande». Une charte exigeante vient garantir que tous les articles exposés proviennent de producteurs collectifs et démocratiques, et que le produit des ventes bénéficiera aux plus défavorisés. Valorisation des savoirs traditionnels, limitation des intermédiaires, traçabilité et défense de l'environnement complètent le credo d'Ayni. Pour l'heure, quatre associations fourniront les articles décoratifs ou d'utilité courante (cosmétiques, savons, habits, chaussures) en vente au 3, rue John-Grasset (près de la place des Augustins, tram 12/13). BPZ

[1] Ouvertures: mardi-vendredi, 13 h-18 h 30. Samedi, 12 h-18 h.
Inauguration officielle: Samedi 11 nov., dès 14h, animations et apéritif.

CONFÉRENCE-DÉBAT

Changer le monde, le mode d'emploi de Chico Whitaker

Prix Nobel alternatif 2006, le Brésilien Francisco «Chico» Whitaker fut, en tant que responsable de la Commission Justice et Paix de l'Eglise catholique, l'un des initiateurs du premier Forum social mondial tenu en 2001 à Porto Alegre. Architecte de formation, cet ancien collaborateur du Père Lebret à Sao Paulo et du gouvernement chilien de Salvador Allende s'est exilé à Paris durant la dictature, où il travailla pour le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). De retour au Brésil, il s'engagea au Parti des travailleurs – formation qu'il a décidé de quitter au début de l'année pour protester contre la politique de Lula. Ces quatre décennies vécues au cœur des luttes émancipatrices ont inspiré son dernier ouvrage *Changer le monde (nouveau) mode d'emploi* qui vient de sortir en français aux Editions de l'Atelier. Chico Whitaker sera lundi à Genève pour une conférence-débat exceptionnelle, consacrée au présent et surtout au futur du mouvement altermondialiste. BPZ

[1] «Où va l'altermondialisme?», lundi 30 octobre, 18 h, Maison des associations, Savoises 15, Plainpalais, Genève. Coorganisation: Centre catholique international de Genève (CCIG), CCFD, Amis de l'hebdomadaire *La Vie*.

GENÈVE

Deux conférences pour jeter un sort à la «malédiction du pétrole»

Pétrole et développement, mariage impossible? Le boom des hydrocarbures au Cameroun et au Tchad semble confirmer l'impossibilité pour les peuples africains de profiter de la manne pétrolière. Pis, la découverte d'or noir s'accompagne de catastrophes écologiques, d'aggravation de la corruption et de régimes autoritaires renforcés. Cette «malédiction du pétrole» sera au cœur de deux rencontres-débats mises sur pied la semaine prochaine à Genève par l'ONG Swissaid, dans le but d'inverser la tendance. La première rencontre[1], mercredi 1er novembre, regroupera des représentants de la société civile du Tchad, du Nigeria et du Cameroun, qui partageront leurs expériences de lutte pour une utilisation des ressources pétrolières en faveur du développement. La seconde[2], jeudi 2 novembre, verra ces mêmes représentants d'ONG confrontés à des représentants des Etats et des sociétés pétrolières. Des chercheurs et des spécialistes du développement compléteront ce très large panel. Une traduction simultanée français-anglais est prévue lors des deux rencontres. BPZ

[1] «La société civile africaine se mobilise contre la malédiction du pétrole», 1er novembre, 20 h 30, Maison des associations, Savoises 15, Genève. Entrée libre.
[2] Conférence internationale «Le pétrole n'est pas fatalement une malédiction pour l'Afrique», jeudi 2 novembre, de 9 h à 17 h 30, CICG, rue de Varembé 17, salle 2. S'inscrire au plus tôt au 021 620 69 74. Programme détaillé: www.swissaid.ch

PUBLICITÉ

« Cherchez-vous la banque qui investit dans l'économie réelle?

BANQUE ALTERNATIVE
Investir autrement.

c.p.a.

Je souhaite participer à la politique d'affaires durable de la BAS. Merci de m'envoyer:

☐ Informations générales
☐ Demande d'ouverture de compte
☐ Documents pour souscrire des actions de la BAS
☐ Documents pour souscrire des obligations d'encouragement de la BAS

Nom
Adresse
NPA/Lieu Le Courrier:0615

A retourner à: Banque alternative BAS | rue du Petit-Chêne 38 | c.p. 161 | 1001 Lausanne | tél. 021 319 91 00 | ou Bureau genevois d'information | Nathalie Ruegger | tél. 022 800 17 15